

The fourth sensibility toward death is a product of the twentieth century, during which the once despised *mors improvisa* — sudden death, death without preparation, death in a place removed from normal life (the hospital) — has become the common, even admired, form of death. To this fourth sensibility Ariès applies the name “inverted image of death” or “inverted death.” A product of decline of belief in the Evil One, the inverted image of death perceives and depicts death as shameful. Regarded as ugly, malodorous, and obscene, death has to be hidden from public view. The family and friends of a person who is gravely ill thus hide from him the gravity of his condition, even as medicine diagnoses the illness with greater precision. The ill or dying person responds to the solicitude of family and friends by internalizing their sensibility.

The sensibility of inverted death, maintains Ariès, has two foci, one in England and the other in the United States and Canada. From England, it has spread since the end of World War II to Germanic Europe, notably by the acceptance of the practice of cremation. From North America, it has infiltrated into France and the Mediterranean, notably in funeral practices. Catholic Europe and Presbyterian Scotland, however, still constitute centres of resistance to inverted death. In the United States, death cosmetized and beautifully packaged and convoyed is made visible during the brief period of the funeral by the assertive entrepreneurship of capitalist undertakers (the old English word for entrepreneurs), who superficially cure the living of their grief. The attire and ceremonial of long mourning, however, have almost wholly disappeared, for they are not easily compatible with the values and business of contemporary society (economy).

My résumé and interpretation of Ariès's book are surely too schematic. They can hardly embrace his wealth of detail and nuance. But even if a reader wishes to alter a nuance or reject one detail for another, even if he finds fault with Ariès's thesis, even if he would like a more systematic look at popular culture (until the nineteenth century, local by definition), even if he would give a more central position to the Protestant Reformation, how can he but regard Ariès' *L'Homme devant la mort* as one of the great books of our time, a remarkable literary monument, an extraordinary history of the sensibilities to death, and so to life? So dear to Lucien Febvre, the history of sensibilities has been explored amply during the last thirty years by *Annales* and *Annales*-oriented historians. Only during the last two years, however, have the most powerful syntheses appeared, a brilliant and profound trilogy initiated by Philippe Ariès' *L'Homme devant la mort* and completed by Pierre Chaunu's *La Mort à Paris* (1978) and Jean Delumeau's *La Peur en Occident* (1978).

Traian STOIANOVICH,  
Rutgers University.

\* \* \*

*Lire et écrire. L'alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry*, sous la direction de FRANÇOIS FURET et JACQUES OZOUF. Paris, Les Éditions de Minuit, 1977. 2 vol.: 390 et 379 pp.

S'il ne conteste pas à l'économique le primat que lui a fermement reconnu l'historiographie française contemporaine, le socio-culturel fournit des apports de plus en plus volumineux à la perception différenciée des changements et des résistances qui ont parcouru le tissu social de la France depuis l'aube des temps modernes.

*Lire et écrire...* est le fruit d'une enquête collective menée au Centre de recherches historiques de l'École des hautes études en sciences sociales sous la direction de F. Furet et J. Ozouf. Ceux-ci se sont surtout attachés, dans les sept chapitres de présentation générale constituant la matière du premier volume, à dégager le rôle joué par l'institution scolaire dans la pénétration progressive de la culture écrite chez le plus grand nombre. Le second volume comprend huit monographies qui, dans un cadre diocésain, départemental ou élargi à de vastes régions, projettent des éclairages plus spécifiques sur des aires tantôt avancées — dans la moitié nord — tantôt retardataires — dans les milieux méridionaux — sur les sentiers de l'alphabétisation qui conduisent de la fin du 17<sup>e</sup> siècle aux débuts de la Troisième République.

Aussi stimulantes soient-elles, ces études viennent s'ajouter, en les nuancant, à des contributions précédentes qui avaient déjà mis en place quelques pièces maîtresses du puzzle<sup>1</sup>. Une bibliographie des sources essentielles, imprimées et manuscrites, pour l'Ancien Régime et la période post-révolutionnaire, aussi bien que des ouvrages et articles ayant, depuis le milieu du siècle dernier, témoigné d'un intérêt soutenu pour l'instruction populaire, confirme la solidité des fondements sur lesquels repose le bilan ici dressé. Sur près de trois cents titres recensés, il était quasi inévitable que se soient glissées quelques omissions<sup>2</sup>; plus significatif nous apparaît le fait que plus du tiers d'entre eux sont parus avant 1914, alors que battait son plein l'immense querelle sur la portée de l'entreprise révolutionnaire.

D'emblée, Furet et Ozouf préviennent qu'ils ne se proposent nullement de trancher le débat scolaire qui a divisé la France pendant des décennies; ils inscrivent plutôt leur démarche à un autre niveau, celui des comportements marquants du corps social qui ont pu déboucher sur la demande de scolarisation. Dans leurs chapitres 2 et 3 en particulier, qui recourent et confirment en raccourci les appréciations formulées dans le beau livre de R. Chartier, M.M. Compère et D. Julia<sup>3</sup>, se déploie une argumentation centrale qui rejette «l'illusion du politique» et valorise au contraire l'opacité des besoins ressentis par les populations traditionnelles.

Ainsi, l'action concrète des pouvoirs publics est présentée comme tout au plus accessoire avant le milieu du 19<sup>e</sup> siècle: en effet, sauf lorsqu'il s'était agi d'extirper le protestantisme, les intendants se montrèrent incontestablement moins empressés à promouvoir l'instruction populaire que les évêques de la Contre-Réforme, possédés d'une véritable «obsession scolaire» (p. 72), marquée au sceau du combat contre le péché. Bien plus, «seule l'Église a eu une politique de l'école. La Révolution n'en a eu ni le temps ni les moyens» (p. 114): les rêves messianiques de celle-ci ne firent que projeter, en le déplaçant, l'enjeu scolaire qu'elle n'a pas inventé. Un atout supplémentaire est donc fourni aux réflexions majeures de F. Furet sur l'épisode révolutionnaire, qui privilégie de nouveau les continuités au détriment des ruptures dans un constat global<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Entre autres, *La scolarisation en France depuis un siècle*, sous la direction de P. CHEVALLIER, Mouton, 1974 (colloque tenu à Grenoble en 1968) et, surtout, *Histoire de l'enseignement de 1610 à nos jours* dans les *Actes du 95<sup>e</sup> congrès national des sociétés savantes* à Reims en 1970, Bibl. Nationale, 1974.

<sup>2</sup> En ce qui concerne la France, on manque particulièrement R.D. ANDERSON, *Education in France 1848-1870*, Oxford U.P., 1975; J. OZOUF, *Les statistiques de l'enseignement primaire au XIX<sup>e</sup> siècle*, dans *Pour une histoire de la statistique*, tome I, I.N.S.E.E., 1976, p. 139-154; A. PROST, *L'enseignement en France, 1800-1967*, A. Colin, 1968.

<sup>3</sup> *L'éducation en France du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, SEDES, 1976.

<sup>4</sup> *Penser la Révolution française*, Gallimard, 1978.

Même lorsque, au cours de la cinquantaine d'années qui se sont écoulées des initiatives de Guizot à la législation de J. Ferry, les agents de l'État — notables monarchistes ou élites républicaines — prirent tardivement le relais dans le marathon de la scolarisation, un tel engagement volontariste reprit tout juste à son compte les objectifs de moralisation et d'encadrement social que l'Église s'était fixés la première; et, dans la chasse qu'il mena à la multitude de petites écoles clandestines, il s'est constamment heurté au même écueil fatidique: les structures officielles de l'enseignement, aussi bien public que religieux, ont éprouvé des difficultés durables à venir à bout des caprices locaux de la scolarisation auxquels tenaient les collectivités paysannes.

Les tensions endémiques que subissaient les instituteurs du 19<sup>e</sup> siècle ont été partiellement diagnostiquées, encore que leurs témoignages immédiats eussent sans doute permis de déceler plus précisément maints symptômes de la détresse que connaissait souvent l'école du village<sup>5</sup>. Pour l'Ancien Régime, les auteurs se sont, entre autres sources, inspirés des termes des contrats passés entre les communautés et les maîtres agréés par le clergé, pour affirmer que « la demande scolaire pré-existe à l'offre » (p. 80), voire que c'est la « société dans ses profondeurs qui est demandeuse de l'école » (p. 77). À la longue, celle-ci aurait fait l'objet d'un investissement de plus en plus substantiel de la part des cellules familiales, mues par un souci accru de dignité sociale et un espoir accentué de promotion s'accrochant à l'inéluctable « modernisation » de la France.

Il conviendrait cependant de cerner de plus près ces motivations venues des tréfonds du mental; or les données partielles recueillies Y. Pasquet (un département poitevin), M.M. Compère (deux diocèses languedociens), P. Butel et G. Mandon (quatre départements aquitains) font ressortir à quel point les facteurs d'immobilisme tenaient en tutelle nombre de terroirs enfoncés dans les régions moins instruites du pays. Même sous une forme épisodique, le financement des régences rurales pouvait s'effondrer face aux embûches que posaient, souvent conjugués, l'encroûtement dans la pauvreté, la dispersion de l'habitat, l'éloignement des circuits commerciaux, autant de forces d'inertie très peu perméables aux « bienfaits » de la rationalité scolaire. Derrière ce tableau d'ensemble brossé à grands traits par Furet et Ozouf, se dissimulent d'énormes inconnues concernant les fluctuations de l'assiduité et de la scolarité, le foisonnement des habitudes parascolaires, les dimensions du bassin scolarisable, devant lesquelles l'historien reste largement démuni pour les étapes du processus antérieures à la Monarchie de Juillet, quand furent établies les premières séries statistiques utilisables sur le plan national.

Par la masse documentaire qu'il nous a léguée le 19<sup>e</sup> siècle se présentait naturellement comme un terrain privilégié, que les responsables de l'ouvrage ont finement arpenté pour livrer au lecteur quatre chapitres truffés d'analyses quantitatives et d'observations cartographiées, dont la compréhension va désormais s'imposer à tout chercheur en la matière.

On avait assurément soupçonné que les rapports de causalité mécanique entre scolarisation et alphabétisation qu'avaient charriés les discours idéologiques d'autrefois ne collaient pas toujours à la coexistence concrète des deux phénomènes. Grâce aux nombreuses cartes qu'ils ont dressées, les auteurs démontrent à l'évidence que, à l'échelle des départements — ceux qui figurent en tête et en queue de liste — la densité du réseau scolaire, jaugée au nombre de communes démunies d'établissements officiels, ne se trouve pas obligatoirement en corrélation avec les taux d'alphabétisation réalisés au même moment ou décalés d'une quinzaine d'an-

<sup>5</sup> G. THUILLIER, « Une source à exploiter: les mémoires des instituteurs en 1861 », *Revue d'histoire économique et sociale*, 55<sup>e</sup> vol. (1977), p. 263-270.

nées, qu'ils fussent évalués lors de la conscription ou de l'acte du mariage. Au postulat de l'antécédence de l'une face à l'autre sont ainsi substitués des rapports de « circularité » entre les deux, comme si — et c'est là l'une des hypothèses centrales du volume — l'école était essentiellement intervenue en catalyseur auprès de groupes ayant préalablement atteint un seuil minimal vers l'absorption de l'écrit. Sur ce point, la cause semble entendue, qui n'avait du reste pas manqué de défenseurs dans la majorité des enquêtes poussées au niveau paroissial ou cantonal.

Le geste d'aller à l'école ne s'accompagnait pas nécessairement de l'acquisition intégrale du bagage des connaissances élémentaires, puisqu'il était vraisemblablement très fréquent que les apprentissages de la lecture et de l'écriture s'accomplissent successivement, distinctement et à des tarifs graduels avant le deuxième tiers du 19<sup>e</sup> siècle. Pour l'ensemble de l'hexagone, la cartographie des départements à forts pourcentages de « lisants seulement » n'est superposable ni à celle de la France fortement analphabète ni à celle du pays complètement instruit : « sorte de performance résiduelle » (p. 208), l'unique maîtrise de la lecture était devenue le lot de contrées, à l'exemple du Rouergue, fortement pratiquantes et pénétrées d'une pédagogie cléricale axée sur la discrimination des sexes. Au demeurant, ce retard de la population féminine, qui ne devait définitivement se combler que sous le Second Empire, revient tel un leitmotiv dans toutes les études présentées ici, comme il jaillit de la magistrale enquête réalisée en 1877 par le recteur Maggiolo, à laquelle les spécialistes se réfèrent sans exception depuis deux décennies<sup>6</sup>.

Les sondages microscopiques effectués depuis lors ont confirmé la justesse de ses conclusions à l'échelle départementale : dans le temps, l'évolution a été progressive depuis le règne de Louis XIV jusqu'aux gains accélérés entamés sous la Restauration ; dans l'espace, la ligne Saint-Malo-Genève a continué de départager deux France avant que l'analphabétisme ne se soit réfugié dans le triangle fatidique du Centre-ouest aux alentours de 1800. Personne n'a entretemps révoqué en doute les résultats globaux de ces conclusions fondées, rappelons-le, sur le bénévolat des 16 000 instituteurs de la Troisième République qui ont dépoussiéré les registres paroissiaux d'antan. Des sondages supplémentaires ancrés sur le milieu du 18<sup>e</sup> siècle ont toutefois dévoilé l'existence commune de plafonnements dans la croissance des signatures masculines, indices d'un temps d'arrêt au lendemain du franchissement d'un certain palier, variable selon les régions concernées.

Les données Maggiolo avaient en outre grossièrement négligé les situations citadines, laissant, en conséquence, dans l'ombre l'attraction soi-disant « civilisatrice » qu'aurait exercée l'environnement urbain. L'avance quasi systématique des villes sur les campagnes environnantes saute aux yeux du premier observateur : seul pourtant J.-P. Poussou, qui nous égare dans le dédale urbain de neuf départements aquitains, se risque à proposer que « l'urbanisation est bien facteur d'alphabétisation » (p. 316). Décidément, la percée de l'histoire urbaine n'a guère touché les rivages de France, car l'irréductibilité du social n'est aucunement remise en question dans le territoire de l'acculturation à l'écrit : partout et toujours on est orienté vers le facteur explicatif de base, que sert la composition socio-professionnelle des couches considérées<sup>7</sup>. Il y a donc villes et villes : d'une part, celles, d'un

<sup>6</sup> Depuis l'article capital de M. FLEURY et P. VALMARY, « Les progrès de l'instruction élémentaire de Louis XIV à Napoléon III, d'après l'enquête Louis Maggiolo (1877-1879) », *Population*, n° 1 (1957), p. 71-92 ; voir aussi J. HOUDAILLE, « Les signatures au mariage de 1740 à 1829 », *Population*, 32<sup>e</sup> année, n° 1 (janv. 1977), p. 65-89.

<sup>7</sup> Dans cet ouvrage de même que dans les enquêtes provençales sous la gouverne de M. Vovelle, on admet néanmoins que la taille des agglomérations doit être considérée aussi bien que la concentration en ville des meilleurs maîtres attirés par une clientèle plus ouverte qu'au village.

type traditionnel, qui, grouillantes de professions libérales, de fonctions administratives et d'activités d'échanges, abritaient un secteur tertiaire logiquement riche en « écrivains »; de l'autre, celles, d'un modèle plus récent, qui, converties aux occupations industrielles peu qualifiées, étaient tarées de poches d'ignorance faubourienne, à l'image du Lancashire cotonnier de M. Sanderson<sup>8</sup>.

Les « lumières de la ville » s'évanouissent donc devant les impératifs du métier et de la richesse, dont les linéaments peuvent s'entrecroiser en des dessins fort complexes, comme le rappelle opportunément M. Jeorger dans sa minutieuse couverture du diocèse de Rouen: notables, boutiquiers et artisans, exploitants agricoles et journaliers contingentaient les quatre catégories constituant l'assiette primaire, mais leur sort respectif, à l'intérieur même de circonscriptions relativement restreintes, était soumis à des éléments multiples agissant les uns sur les autres en des combinaisons parfois subtiles. « Tout semble cas particulier », s'exclame M.-L. Netter à propos de la Seine-et-Marne (p. 220); sans doute s'agit-il d'une boutade plus ou moins volontaire, mais ne peut-on pas regretter que les listes nominatives des recensements du 19<sup>e</sup> siècle, peut-être antérieures à 1866<sup>9</sup>, n'aient incité aucun chercheur à y voir de plus près dans la nomenclature des métiers et la configuration démographique des populations en voie d'alphabétisation au cours de l'enfance des inquisitions statistiques?

C'est inévitablement à l'aune de la signature au mariage — la seule disponible avant 1827<sup>10</sup> — qu'est appréciée l'alphabétisation des Français, non pas depuis l'éclosion du calvinisme, comme le laisserait entendre le sous-titre de l'ouvrage, mais plutôt à compter de 1667, quand les conjoints furent tenus d'apposer leur griffe personnelle<sup>11</sup>. Pour l'Ancien Régime, la fiabilité de ce test objectif comme baromètre de la capacité à écrire et non seulement à lire a été confirmée par l'étude de M.M. Compère sur le Languedoc et l'article de J. Quéniart sur les pays de l'Ouest<sup>12</sup>; distinguant plusieurs degrés d'aisance dans la gamme des signatures, l'un et l'autre emportent la conviction que, sauf exceptions, le simple « lisant » n'était pas en mesure de tracer son nom correctement. De son côté, F. Furet a confronté pour l'année 1866 trois ensembles de données extraordinairement concomitantes: les compilations de l'état-civil et les tableaux de la conscription, imprimés respectivement depuis 1854 et 1827, ainsi que les récapitulations du recensement tenu à cette date; armé des techniques de l'analyse factorielle, il dégage aussi « l'étroite corrélation qui existe entre la signature au mariage et l'alphabétisation complète, comportant lecture et écriture » (p. 26), ce qui rehausse encore les mérites de ce travail collectif.

Travail collectif qui, à satiété, fait la part belle aux pesanteurs du social, qui aplatissent les ségrégations confessionnelles et linguistiques. Reconnue en Béarn, en Languedoc, en Provence, la supériorité protestante est prioritairement mise au

<sup>8</sup> Représentatif de cette sorte de situation, l'exemple du Nord et de la fabrique lilloise est abondamment illustré au chapitre 5, qui reproduit partiellement un article de F. FURET paru en 1976 dans le *Journal of European Economic History*.

<sup>9</sup> Dans *Les écoles de paroisse dans le Vexin français au XVIII<sup>e</sup> siècle*, s.l.n.d., J. DUPÂQUIER a, pour dix-sept communes, dépouillé les listes nominatives de 1831 dans le département de l'Oise, qui révèlent aussi le degré d'instruction de chaque habitant.

<sup>10</sup> Il est vrai que M. VOVELLE a aussi recouru aux signatures des testateurs dans « Y a-t-il eu une révolution culturelle au XVIII<sup>e</sup> siècle? A propos de l'éducation populaire en Provence », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1975, p. 89-141.

<sup>11</sup> En dépit de cette exigence, les registres n'ont pas été partout également bien tenus; l'appartenance socio-professionnelle peut en être absente, comme en Aquitaine, jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle.

<sup>12</sup> « Les apprentissages scolaires élémentaires au XVIII<sup>e</sup> siècle: faut-il réformer Maggiolo? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1977, p. 3-27.

compte de l'engagement précoce des réformés dans des activités professionnelles consubstantielles à l'alphabétisation. Par ailleurs, évoqué en terres d'oc et en pays bretonnants, le handicap linguistique n'échappe plus aux historiens du pourtour de l'hexagone, probablement attentifs au récent renouveau régionaliste; cependant, chez les conscrits du 1<sup>er</sup> siècle, «la règle de l'avantage aux francophones n'est pas généralement applicable» (p. 342), car Flamingants et Alsaciens jouissaient fréquemment d'une instruction bilingue, ajoutant une note discordante à l'accusation portée contre l'école en français qui aurait partout excommunié les idiomes allogènes<sup>13</sup>. L'existence de ceux-ci ne venait donc qu'aggraver les retards déjà inhérents à la France du refus et de la pauvreté.

Les animateurs de *Lire et écrire...* sont sans conteste parvenus à «remettre sur ses pieds cette histoire qui marchait sur la tête» (p. 350) en relativisant l'importance de l'école dans la série de passages qui ont petit à petit universalité le maniement de l'écrit<sup>14</sup>. Soucieux d'éviter les références normatives à «une hiérarchie de civilisation», ils ont, pour ce faire, justement tenu à «substituer au vocabulaire du progrès ... celui de la croissance» (p. 24), qui, émaillé d'emprunts anglo-saxons (*score, trend, rush, pattern, ...*), les conduit également à dissenter sur la «modernité» de l'écriture. Cet acquis aurait autorisé «l'intériorisation d'une rationalité nouvelle» (p. 72) et, dans les consciences individuelles, la «patrimonialisation» du temps et de l'espace (p. 359). Sans doute, mais encore faudrait-il aussi bien rappeler qu'il y a écrit et écrit, et que l'accès à ses multiples supports pouvait s'opérer de façon fort différenciée, puisque l'approvisionnement en matériaux imprimés n'atteignait pas semblablement toutes les couches de la société, voire qu'il arrivait qu'il rectifiât ou creusât même des fossés culturels non négligeables<sup>15</sup>.

L'entreprise reposait sur un parti pris, qui privilégiait clairement la demande à la base de l'alphabétisation. On déplore néanmoins que, pour ces «trois siècles de métissage culturel», les survivances de l'oral dans les fonctions quotidiennes n'aient été que subrepticement évoquées; on regrette également que les utilisations concrètes de l'atout écrit aient été totalement éludées. Tels n'étaient pas les objectifs de *Lire et écrire...*, somme en son genre, dont la parution, impatientement attendue<sup>16</sup>, enrichit considérablement notre compréhension d'un phénomène aussi périlleux pour l'histoire des sociétés occidentales.

J.-G. DAIGLE,  
Université d'Ottawa.

\* \* \*

<sup>13</sup> Ainsi chez les Flamands, nombreux dans les secteurs les plus défavorisés, qu'a étudiés H. BOON, *Enseignement primaire et alphabétisation dans l'agglomération bruxelloise de 1830 à 1879*, Presses de l'Université de Louvain, 1969.

<sup>14</sup> Aussi tard qu'en 1901 cependant, les non-signataires comptaient encore pour 10% des plus de 30 ans et 20% des plus de 45 ans.

<sup>15</sup> À ce propos, se référer à H.-J. MARTIN, «Culture écrite et culture orale», *Journal des Savants*, juil.-déc. 1975, p. 225-282.

<sup>16</sup> Et annoncée par F. FURET et W. SACHS, «La croissance de l'alphabétisation en France XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle», *Annales E.S.C.*, 29<sup>e</sup> année, n° 3 (mai-juin 1974), p. 714-737, et F. FURET et J. OZOUF, «Trois siècles de métissage culturel», *Annales E.S.C.*, 32<sup>e</sup> année, n° 3 (mai-juin 1977), p. 488-502.